

## Brèves Matinales

Ce document est un condensé de la presse nationale et internationale, il ne reflète en aucun cas le point de vue du Centre Carter. La sélection d'articles présentée n'a pas vocation à être exhaustive.

### Brèves Matinales - vendredi 17 février 2023

#### SOMMAIRE

- **RDC - recensement** : le recensement des électeurs débute dans l'Est en proie aux violences armées
- **Société civile - Beni** : la société civile appelle la MONUSCO à faciliter le déploiement des kits électoraux de la CENI dans le secteur de Ruwenzori
- **Diaspora congolaise** : Début ce jeudi de l'opération d'enrôlement des électeurs à l'Est, aux USA et au Canada
- **Loi-Peuples autochtones** : Bintou Keita salue la promulgation de la loi portant protection des pygmées
- **Droits des femmes** : cinq questions à Joséphine Ngalula sur le faible taux de participation des femmes à l'enrôlement
- **Voix et Leadership des femmes** : 50 jeunes et femmes formés à Idjwi sur le processus électoral par le consortium AFEM-KJN-FPM-SOS/IJM avec l'appui des Affaires Mondiales Canada à travers le Centre Carter
- **Plaidoyer - Parlement européen** : « La vie d'un congolais, vaud-t-elle moins que la vie d'un ukrainien ? », un député européen fustige l'hypocrisie de l'UE et appelle à des sanctions contre le Rwanda
- **Est de la RDC** : la CENCO recommande au Président Tshisekedi de consolider la cohésion nationale et de raviver l'esprit patriotique
- **Nord-Kivu** : Plus de 300 militaires rwandais entrent en RDC pour renforcer le M23 (FARDC)
- **Goma – M23** : L'armée stoppe les tentatives du M23 et de l'armée rwandaise de prendre le contrôle de Kitchanga
- **Sécurité - Enrolement** : les 24 centres d'inscription des électeurs de la commune de Maluku ainsi que ceux de Kwamouth seront ouverts progressivement selon que la situation sécuritaire s'améliore, annonce la CENI

#### • DROITS HUMAINS

### RDC - Recensement: le recensement des électeurs débute dans l'Est en proie aux violences armées

**Le recensement des électeurs en vue de la présidentielle de décembre a commencé jeudi dans l'est de la RDC, opération très délicate dans une région infestée de groupes armés et dont des portions de territoire sont occupées par des rebelles, ont constaté les correspondants de l'AFP.** "La qualité de la carte n'est pas bonne, mais l'important c'est d'avoir été enrôlée", a commenté Madeleine Matendo, une jeune habitante de Goma, à la sortie d'un centre d'inscription dans la capitale provinciale du Nord-Kivu. Arrivée à 05H00, elle a pu repartir à 11H00 avec sa carte d'électeur. Ces opérations pré-électorales, appelées "enrôlement", ont commencé juste avant Noël dans la partie occidentale de la République démocratique du Congo et le 25

janvier dans le centre et le sud-est. L'aire opérationnelle 3, qui arrive en dernier, comprend sept provinces, dont les trois de l'Est les plus affectées par les violences armées (Nord-Kivu, Ituri et Sud-Kivu).

## Société Civile - Beni : la société civile appelle la MONUSCO à faciliter le déploiement des kits électoraux de la CENI dans le secteur de Ruwenzori

**La nouvelle société civile du secteur de Ruwenzori sollicite l'intervention de la MONUSCO pour faciliter le déploiement des kits électoraux de la CENI, dans ce secteur du territoire de Beni (Nord-Kivu).** « Il faut que la MONUSCO à travers le gouvernement, voit comment nous aider à déployer les machines comme la MONUSCO a fait de Kinshasa à Goma, de Goma à Beni. Il faut que ça se fasse partout pour faciliter la tâche à la CENI », a déclaré le coordonnateur de la nouvelle société civile de Ruwenzori, Meleki Mulala. En effet, l'identification et l'enrôlement des électeurs, lancés jeudi 16 février par la Commission électorale nationale indépendante (CENI) à Beni, n'a pas eu lieu dans le secteur de Ruwenzori faute des kits électoraux qui ne sont toujours pas envoyés sur place.

## Diaspora congolaise : Début ce jeudi de l'opération d'enrôlement des électeurs à l'Est, aux USA et au Canada

**La Commission Électorale Nationale Indépendante (CENI) a lancé, ce jeudi 16 février, l'opération d'identification et d'enrôlement des électeurs dans les provinces et les pays pilotes de la troisième aire opérationnelle (AO3).** Cette troisième aire opérationnelle comprend 7 provinces et 2 pays pilotes à savoir : Bas-Uélé, Haut-Uélé, Ituri, Maniema, Nord-Kivu, Sud-Kivu, Tshopo ainsi que le Canada et les États-Unis d'Amérique. D'après la CENI, au Canada et aux États-Unis d'Amérique l'enrôlement débutera avec 3 jours de retard suite à quelques problèmes d'ordre logistique et administratif.

### • DROITS DES FEMMES

## Loi-Peuples autochtones : Bintou Keita salue la promulgation de la loi portant protection des pygmées

**La cheffe de la MONUSCO, Bintou Keita a salué, mardi 14 février, la promulgation de la loi, portant protection des peuples autochtones, en RDC. Elle l'a exprimé pendant que les ONG de défense des droits des pygmées célébraient l'entrée en vigueur de cette loi.** Bintou Keita s'est réjouie également de l'implication du chef de l'Etat dans la promotion et la protection des peuples pygmées en RDC. La représentante spéciale du secrétaire général de l'ONU en RDC est persuadée que cette loi ne doit pas être utilisée comme un outil de revanche mais plutôt un levier de réconciliation entre Bantous et Pygmées. La cheffe de la MONUSCO a salué à ce sujet, la tenue prochaine de conférence des gouverneurs dans le Tanganyika où la mise en œuvre de cette loi va envoyer un signal fort aux communautés. Dans le même esprit, souligne-t-elle, une inclusion systématique des peuples autochtones dans le programme de développement local pour les 145 territoires pourrait soutenir les efforts de stabilisation.

## Droits des femmes : cinq questions à Joséphine Ngalula sur le faible taux de participation des femmes à l'enrôlement

**Les opérations d'enrôlement sont en cours dans 19 provinces, réparties en deux aires opérationnelles. Il ressort des premiers monitorings que seule la ville de Kinshasa a enrôlé plus de femmes. Sachant qu'au**

**moins 52% de la population congolaise est féminine, comment la CENI explique-t-elle cette disparité ? Le desk femme d'Actualité.cd a interrogé Joséphine Ngalula, déléguée des organisations de défense des droits des femmes au niveau de la centrale électorale.**

**Actualité CD :** Bonjour Madame Joséphine Ngalula. Les résultats du récent monitoring de l'aire opérationnelle 1 & 2 présentés par la CENI démontrent que le taux de participation des femmes est faible par rapport à celui des hommes sur 18 des 19 provinces concernées. Comment expliquez-vous ce contraste ?

**Joséphine Ngalula :** La CENI avait pris toutes les dispositions pour faciliter l'accès des femmes aux centres d'inscription et d'enrôlement. Les conditions mises en place sont les mêmes que ce soit pour les femmes en milieux urbains ou celles qui sont en milieux ruraux. Il y a par exemple la catégorie des privilégiées qui concernent les femmes enceintes ou celles qui allaitent, ou des personnes vivant avec handicap qui implique également des femmes. Les centres ont reçu l'instruction de leur accorder la priorité.

## **Voix et Leadership des femmes : 50 jeunes et femmes formés à Idjwi sur le processus électoral par le consortium AFEM-KJN-FPM-SOS/IJM avec l'appui des Affaires Mondiales Canada à travers le Centre Carter**

**Grâce à l'appui financier des affaires mondiales Canada à travers le Centre Carter, 50 jeunes et femmes d'Idjwi sont formés sur l'évolution du processus électoral et l'observation électorale. Un atelier vient d'être organisé à Bulundi dans le territoire d'Idjwi du 13 au 14 Février 2023 par le consortium AFEM-KJN-FPM ET SOS IJM. C'est une activité qui rentre dans le cadre du programme Voix et Leadership des Femmes.** A cette occasion, 50 jeunes notamment 30 filles et 20 garçons) issus des organisations de la société civile et des groupes locaux des villages de Bulundi, Nkonde et Kabuye, ont échangés sur les expériences vécues lors des échéances électorales passées, des recommandations et actions à promouvoir pour améliorer la participation des femmes en tant qu'électrices et observatrices. Par ailleurs, les jeunes filles ont demandé d'être accréditées pour observer les voix des femmes et leur gestion au sein des centres de vote. Les participants ont salué l'initiative du consortium et de ses partenaires techniques et financiers qui sont les seuls à avoir déjà réalisé des activités autour du processus électoral dans ce milieu.

### **• SITUATION POLITIQUE**

## **Plaidoyer – Parlement européen : « La vie d'un congolais, vaud-elle moins que la vie d'un ukrainien ? », un député européen fustige l'hypocrisie de l'UE et appelle à des sanctions contre le Rwanda**

**Le député européen, Marc Botenga s'est insurgé contre la politique de deux poids deux mesures de l'Union européenne face à l'agression de la République Démocratique du Congo par le Rwanda à travers le mouvement terroriste du M23.** Devant l'assemblée plénière du parlement européen, le député belge est monté au créneau pour décrier le traitement inéquitable par la Communauté internationale, de la situation sécuritaire dans l'Est de la RDC et de la guerre en Ukraine. « *La vie d'un congolais chers collègues, vaut-elle moins que la vie d'un ukrainien ?* », s'est-il interrogé tout en fustigeant l'indolence de la Communauté internationale qui, en lieu et place de sanctionner le Rwanda, se complaît à flatter la RDC agressée par des « *belles paroles* ». « *Quand la Russie a envahi l'Ukraine, l'Union européenne, les États Unis d'Amérique se sont mobilisés. L'Ukraine reçoit des armes, des chars bientôt des avions de chasse sans doute et la Russie est gravement sanctionnée, avec comme objectif l'effondrement total de l'économie russe. Mais quand la*

République démocratique du Congo se fait depuis des années par le mouvement[terroriste] M23... Rien. Quelques belles paroles pour tromper, pour enfumer mais aucune sanction réelle contre le Rwanda qui soutient ce mouvement », a déploré Marc Botenga lors de son intervention du 14 février 2023.

## Est de la RDC : la CENCO recommande au Président Tshisekedi de consolider la cohésion nationale et de raviver l'esprit patriotique

**Le comité permanent de la Conférence épiscopale nationale du Congo (CENCO) recommande au Président Félix-Antoine Tshisekedi de consolider la cohésion nationale et de raviver l'esprit patriotique pour mettre fin à la situation sécuritaire qui prévaut dans la partie Est du Pays.** Dans un memorandum adressé le 8 février au Président de la République et publié ce jeudi 16 février, les évêques de la CENCO se disent disposés à apporter leur contribution à toute initiative qui aura pour finalité de garantir la sécurité nationale, l'intégrité territoriale, la stabilité de l'Etat et de ses institutions, la paix sociale. Ils réitèrent également l'appel du chef de continuer la mobilisation des forces à l'interne en incitant les jeunes à s'enrôler dans l'armée, tout en cherchant l'appui de l'extérieur. « *Nous avons l'impression que la population congolaise est prise au piège entre guerres d'influence et la bataille pour le contrôle de ses ressources naturelles. Ces événements dramatiques ne participent-ils pas à la mise en œuvre du plan de balkanisation de notre pays ?* », s'interrogent les évêques.

**Des recommandations :** Il importe également de mettre en place un cadre national large en vue d'évaluer les accords et les alliances qui constitueraient des pesanteurs dans les efforts pour sauver la patrie en vue d'arrêter de nouvelles stratégies. Ils demandent aussi de protéger et prêter une assistance durable aux déplacés et aux humanitaires travaillant dans les zones de conflit.

## Nord-Kivu : Plus de 300 militaires rwandais entrent en RDC pour renforcer le M23 (FARDC)

**Dans un communiqué rendu public, ce jeudi 16 février 2023, les Forces armées de la République démocratique du Congo ont annoncé l'entrée d'au moins 356 éléments de l'armée rwandaise sur le sol de la RDC.** Selon ce communiqué, ces militaires rwandais qui sont entrés en RDC à travers Kibumba, ont pris la direction du parc national des Virunga afin de renforcer les terroristes du M23 sur le front à Kitchanga. « (...) Les FARDC informent la communauté tant nationale qu'internationale que le RDF/M 23 a fait traverser de l'Est à l'Ouest, par la frontière de Kasizi, plus de 356 militaires rwandais », écrit les FARDC.

### • SECURITE

## RDC : L'armée stoppe les tentatives du M23 et de l'armée rwandaise de prendre le contrôle de Kitchanga

**Les forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC) ont déjoué, aux premières heures de ce jeudi 16 février, les tentatives belliqueuses des rebelles M23 appuyés par l'armée rwandaise au niveau des lignes de front de Kitchanga, dans le territoire de Masisi.** « *Tôt ce matin vers 05 h, l'armée rwandaise avec ses supplétifs du M23 ont tenté, encore une fois d'infiltrer les lignes des Forces armées de la République démocratique du Congo à Kitchanga comme dans le groupement Busanza, violant ainsi les différentes résolutions exprimées par les chefs d'Etat à Nairobi, à Luanda et à Bujumbura* », a déclaré à la presse, le porte-parole du secteur opérationnel Sokola 2/Nord-Kivu, le lieutenant-colonel Guillaume Ndjike Kaiko.

## **RDC : les 24 centres d'inscription des électeurs de la commune de Maluku ainsi que ceux de Kwamouth seront ouverts progressivement selon que la situation sécuritaire s'améliore, annonce la CENI**

**Les 24 centres d'inscription des électeurs de la commune de Maluku dans la ville de Kinshasa fermés pour cause d'insécurité ainsi que ceux du territoire de Kwamouth, dans la province du Mai-Ndombe, seront ouverts progressivement selon que la situation sécuritaire s'améliore, annonce la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI).** Par ailleurs, les tous les autres centres d'Inscription de l'aire opérationnelle 1 seront fermés ce vendredi 17 février 2023, à 17h00 conformément au communiqué du 22 janvier 2023, accordant une période de récupération de 25 jours, allant du 24 janvier au 17 février 2023. « Toutefois, compte tenu des difficultés de fonctionnement rencontrées pendant la période de récupération dans certains centres d'inscription, une période de rattrapage leur sera accordée selon les cas », ajoute la centrale électorale. Les provinces concernées sont les suivantes : Equateur, Kinshasa, Kongo Central, Kwango, Kwilu, Mai-Ndombe, Mongala, Nord-Ubangi, Sud-Ubangi et Tshuapa.